



TIRER TOUTES LES LEÇONS DE L'ÉCHEC

Le « miracle », le « sursaut », la « mobilisation populaire », tels sont les trois mots qui reviennent le plus souvent dans les commentaires du second tour des municipales. Il est vrai que la gauche a augmenté son nombre de voix dans les communes en ballottage, qu'elle a réussi à « sauver » des villes comme Marseille, Belfort, Nevers ou Clichy.

Mais l'analyse des chiffres comme de la situation ne conduit nullement à un tel optimisme. Les listes de gauche ont rassemblé au second tour, un nombre de voix nettement inférieur à celui de François Mitterrand le 10 mai 1981. Des électeurs qui avaient assuré son succès sont repassés à droite. Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les seules pour lesquelles une analyse gauche-droite ait un sens véritable, la droite a eu à nouveau le 13 mars, la majorité absolue. L'augmentation du nombre de suffrages des listes de gauche au second tour provient plus, sauf exception, de l'apport des « petites listes » de gauche et des écologistes que de la mobilisation des abstentionnistes du premier tour. La perte de villes aussi importantes que Nantes, Brest, Nîmes, Béziers, St-Etienne, Chalon/Saône, Chambéry, de 56 communes de plus de 3 500 habitants de la région parisienne, de tous les arrondissements de Paris comme de Lyon, aura des conséquences importantes sur les conditions de vie et de lutte des masses ouvrières et populaires.

Ces éléments conduisent à parler avec lucidité d'échec de la gauche. Venant amplifier les succès de la droite aux législatives partielles de janvier 82, puis aux cantonales de mars 82, un tel échec de la gauche crée une situation dangereuse. Toutes les leçons doivent en être tirées pour redresser la situation et empêcher le retour de la droite. Tentons d'en dégager les principales.

Il faut renforcer l'action contre la droite dans tous les domaines et d'abord contre la campagne raciste qu'elle a menée à l'encontre des travailleurs immigrés. Des initiatives doivent être rapidement prises par l'ensemble des forces du mouvement ouvrier et populaire pour développer la solidarité et établir l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés, pour faire appliquer avec rigueur la loi réprimant tout acte ou propagande racistes.

Les entraves à l'expression démocratique de toutes les composantes de la gauche, à leur unité dans l'action contre la droite, doivent être balayées tant dans les institutions (code électoral) que dans les pratiques.

Il ne faut pas se souvenir de la nécessité de la mobilisation populaire à la veille d'un second tour, en faisant le contraire le reste du temps. Ceci implique d'abandonner la politique d'austérité pour les travailleurs, les mesures qui s'en prennent à leurs intérêts, pour prendre appui sur leurs aspirations et besoins les plus criants, en matière de salaires comme d'emploi, sur leur intervention dans la vie communale comme dans toutes les affaires du pays, sur leur organisation, leur action et leur unité d'action.

Toute autre voie ne ferait que poursuivre la spirale de l'échec.

Pierre BAUBY

AMPLIFIER LA RIPOSTE À LA CAMPAGNE RACISTE DE LA DROITE

En fin de campagne municipale, le racisme a encore assassiné, à Marseille, dans le quartier de La Cayolle : un jeune de 11 ans, Jean Christophe Lachouman est mort, son jeune frère grièvement blessé. Depuis, un autre engin explosif a été dépiégé dans la cité. Une vingtaine d'associations ont organisé une riposte de solidarité, soutenue par différents partis dont le PCML ; cette manifestation s'est tenue mardi 15 et a rassemblé plus d'un millier de personnes malgré une interdiction démobilisatrice du préfet de police, que nous condamnons.

Ces derniers mois, une campagne de haine raciale et de peur a été orchestrée par la droite, sa presse et ses troupes de choc, usant tour à tour des thèmes de l'insécurité ou du chômage pour prendre en cible les travailleurs immigrés. Cette campagne raciste a trouvé des échos traduits en scores électoraux en plusieurs endroits, à Dreux ou dans le XX^e arrondissement de Paris, où les scores de l'extrême-droite revendiquée ont été les plus tristement spectaculaires. Des associations et personnalités antiracistes ont engagé la riposte, les forces populaires ont souligné le danger de cette campagne de la droite que certaines déclarations gouvernementales ont pu alimenter parfois. Il faudra aller plus loin et amplifier l'action antiraciste, l'action de solidarité avec les travailleurs immigrés, l'effort d'explication auprès des travailleurs français. Déjà les travailleurs immigrés s'organisent pour défendre leurs droits : les radios libres locales, leurs associations, la mobilisation de la « deuxième génération » constituent de bons points d'appui pour la riposte. L'action de solidarité et d'explication, à travers toutes les associations populaires - MRAP, ASTI, Ligue des droits de l'homme... - peut et doit être renforcée.

Quant à notre parti, il est et sera partie prenante de toutes les initiatives locales comme nationales destinées à mettre en pièces la campagne raciste entreprise par la droite à l'encontre des travailleurs immigrés (cf. la déclaration du Bureau politique du PCML « pour l'égalité des droits » dans PCML-Flash n°27).

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

L'union à gauche doit respecter la diversité de ses courants

Les mauvais reports, les défaites arithmétiquement incompréhensibles sont les résultats électoraux des pratiques hégémonistes, des querelles de boutique, des sectarismes imbéciles, des ultimatum ridicules. Nous en connaissons beaucoup, de ces villes de 30 000 ou moins de 30 000 habitants qui ont été perdues, ou qui ont fait un mauvais score **uniquement** à cause de telles attitudes.

Chacun des états-majors du PS et du PCF s'est félicité du sursaut de la gauche au second tour. Ils n'y sont pourtant pas pour grand-chose. Nous savons que, pour l'essentiel, ce que certains ont appelé le sursaut des «*décus*», des «*abstentionnistes*», ce sont des hommes et des femmes qui se retrouvent dans l'extrême-gauche, le PSU, la LCR, le PCI, les Écologistes, les Diverses gauches, les Communistes unitaires, le PCML; et fort nombreux sont encore ceux qui forment les «*marges*» du PS, du PCF sensibles à la dynamique de l'unité, de l'alliance. Nous pensons effectivement, qu'entre autres facteurs déterminants du recul

sérieux de la gauche aux municipales, doivent être soulignées la pratique erronée des alliances, l'attitude dominatrice, souvent méprisante ou manœuvrière des grands partis (PS, PCF) à l'égard de la diversité des expressions sociales, culturelles, politiques ou idéologiques. Nous n'irons pas jusqu'à affirmer que depuis 15 ans rien n'a changé, mais fort peu encore est assimilé et acquis.

Nous avons souvent entendu que l'unité ne s'incante pas, elle se définit politiquement. Certes, mais l'union à gauche, même définie au minimum, comme union contre la droite capitaliste pour des changements réels, lors de ces élections municipales a été maintes fois bafouée et limitée par les grands partis pour de mesquins intérêts et ce sont les masses ouvrières et populaires qui pendant six ans vont en pâtir dans certaines villes. Nous reviendrons souvent sur ce thème essentiel qui n'est pas un thème électoral et ponctuel, mais qui est l'exigence d'une pratique nouvelle, rajeunie, de la lutte politique en France.

La nouvelle loi électorale et sa première mise en pratique

Peut-on se féliciter de la nouvelle loi électorale à travers sa première mise en pratique ces 6 et 13 mars? Quelques leçons peuvent être déjà tirées :

1° — le scrutin majoritaire corrigé d'un peu de proportionnelle et assorti de la barre des 5% renforce la bipolarisation de la vie politique et assure, au sein de chaque bloc, la domination du parti le plus fort électoralement, le plus souvent RPR à droite, Parti socialiste à gauche. Un tel mécanisme contribue au laminage de tous les courants minoritaires à gauche; le PCF lui aussi subit cette logique dont il a usé à son profit à l'occasion. On est fort loin de l'expression pluraliste des «*petits courants politiques... qui ont leur part dans la vie politique du pays*» que Jean Poperen appelait de ses vœux lors du débat sur la loi à l'Assemblée nationale. Sur le terrain, c'est souvent une attitude d'hégémonie qui a prévalu.

2° — autre mécanisme fortement anti-démocratique : celui de la fusion entre premier et second tour. Nullement codifié par la loi, il a permis, dans certains cas, entre le 6 et 13 mars, l'élimination pure et simple d'une liste ou de courants participant à une liste. Ce sont les «*grands partis*» qui décident sans contrôle, pouvant déposséder les électeurs de leurs votes de premier tour.

3° — enfin, on ne le répètera jamais assez, cette loi exclut du vote une partie non négligeable de la population ouvrière des communes, qui y travaille, y vit et y paie des impôts : les travailleurs immigrés.

Accorder le droit de vote aux travailleurs immigrés — réforme promise par François Mitterrand et mise en œuvre dans plusieurs pays européens —, adopter une représentation proportionnelle intégrale permettant l'expression de l'ensemble des forces ouvrières et populaires, sont des objectifs démocratiques dont le bien-fondé vient d'être prouvé une nouvelle fois par cette première mise en pratique de la nouvelle loi. L'expérience des six ans à venir apportera sans doute la confirmation de ces défauts ou d'autres encore.

En bref... En bref... En bref... En bref...

DÉCLARATION DE M'HAMMED YAZID

Au lendemain du deuxième tour des municipales, l'ambassadeur M'Hammed Yazid, directeur du bureau de la Ligue des États arabes à Paris, a tenu à dénoncer la tournure raciste d'une certaine propagande électorale : «*Les travailleurs maghrébins ont été le centre de l'argumentation de certaines organisations et personnalités de l'opposition qui ont exploité le vote de la peur en nous accusant de tous les maux. Je veux dénoncer les milieux d'affaires et la grosse finance qui payent des organisations de droite pour mener leur campagne raciste et xénophobe, mais qui se présentent dans les capitales arabes pour arracher des contrats et faire de gros bénéfices. C'est ainsi que les campagnes électorales de certaines villes du Nord et de Marseille ont été financées par ces milieux.*»

UN INSTRUMENT PRÉCIEUX

La maison d'éditions méridionale «*Edisud*» vient de publier les actes du colloque «*Droit et immigration*» réuni à Marseille les 29 et 30 janvier 1982 par l'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés. Il s'agit d'un ouvrage de 250

pages extrêmement précieux pour toute personne concernée par les questions juridiques relatives aux travailleurs immigrés et à leurs familles.

Edisud — La Calade — 13090 Aix-en-Provence.

DIX HEURES CONTRE LE RACISME

c'est l'initiative prise par le MRAP à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale,

le 20 mars de 14h à 24h
au Bataclan
(50, Bd. Voltaire à Paris)

y participer nombreux !

CLOTURE DU VII^e SOMMET DES NON-ALIGNÉS

Les 101 pays représentant les 3/4 de l'humanité réunis à New-Delhi (Inde) à l'occasion du VII^e sommet des non-alignés ont terminé leurs travaux. La déclaration politique finale, appel à la reconstruction d'un nouvel ordre international, couvre le rôle du non-alignement, le désarmement, la non-intervention et la non-ingérence dans les relations internationales, le règlement pacifique des disputes. Nous soulignerons l'importance de la déclaration économique portant sur l'ouverture des négociations globales, un programme de mesures immédiates et la traduction par des actes de l'idée de la coopération Sud-Sud. Sans dénoncer nommément l'URSS ou le Vietnam, le sommet a appelé pour l'Afghanistan et le Kampuchea au règlement politique sur la base du retrait des troupes étrangères.